

**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET**

**ARRETE N° 2019 - CAB - 1070**

**Modifiant l'arrêté n°2017-SG-298 du 20/03/2017  
portant composition de la commission départementale  
des systèmes de vidéoprotection**

**LE PREFET DE MAYOTTE,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le Code de la sécurité intérieure et notamment les articles L 223-3, L 251-4 et R 251-7 à R 251-12 ;

**VU** le décret du 10 juillet 2019 du Président de la République portant nomination de M. Jean-François COLOMBET en qualité de préfet de Mayotte, Délégué du Gouvernement ;

**VU** le décret du 8 octobre 2019 portant nomination de M. Jean-Baptiste CONSTANT, sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté n° 2019-SG-DIRCAB-894 du 29 octobre 2019 portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste CONSTANT, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2009-438 du 05 septembre 2009 portant création d'une commission locale des systèmes de vidéoprotection à Mayotte ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-SG-298 du 20 mars 2017 modifié portant composition de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection ;

**CONSIDÉRANT** les remplacements de monsieur Xavier LAMEYRE, vice-président au Tribunal de grande instance de Mamoudzou par madame Liselotte POIZAT et de madame Morgane FARGIER, juge au Tribunal de grande instance de Mamoudzou par madame Clara FAURE ;

**SUR** proposition de monsieur le directeur de Cabinet du préfet ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> est modifié comme suit :

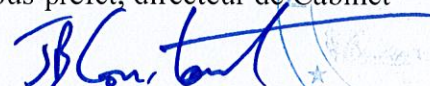
► **Présidence :**

- Titulaire : madame Liselotte POIZAT, juge au Tribunal de grande instance de Mamoudzou.
- Suppléante : madame Clara FAURE, juge au Tribunal de grande instance de Mamoudzou.

**Article 2** : Le sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet de Mayotte, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Mayotte et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission locale des systèmes de vidéoprotection à Mayotte.

Dzaoudzi, le 20 décembre 2019

Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet, directeur de Cabinet



Jean-Baptiste CONSTANT